

Maurice Brun : « J'ai été victime de la CGT du patronat »

Le 6 décembre, Maurice Brun, président de la Chambre de commerce et d'industrie des Hautes-Alpes de 2001 à 2015 et de la CCI régionale depuis le 25 mars 2015, n'aura plus de mandat consulaire. À la veille des élections, il fait le bilan de trente ans d'engagement.

→ **Confirmez-vous que vous ne serez pas candidat aux élections du 20 octobre au 2 novembre ?**

«Oui. Pour moi, le 6 décembre au soir, la CCI, c'est fini ! Ce sera la date de fin de ma mandature et de ma vie consulaire. Je voudrais remettre l'église au milieu du village, rectifier des contre-vérités : je n'ai jamais été l'homme de la désunion, je n'ai jamais eu pour projet de monter une liste dans les Hautes-Alpes ou de me présenter dans un autre département. Je termine trois décennies d'engagement auprès des entreprises en parfait accord avec moi-même.»

→ **Il s'est dit que vous cherchiez à prolonger votre mandat à la CCIR, ce qui nécessitait d'être élu dans les Hautes-Alpes...**

«J'ai douté ces trois derniers mois. Dans l'équipe d'Éric Gorde [actuel président de la CCI 05, seul candidat à sa succession, NDLR], une majorité était favorable au prolongement de ma mission à la CCIR. Mais j'ai été victime du dogmatisme de la tête de l'UPE 05 [Union pour l'entreprise, rattachée au Medef, NDLR], qui est la CGT du



Lundi, Maurice Brun, président de la Chambre de commerce et d'industrie régionale, était à Gap pour assister à la dernière assemblée générale de la CCI des Hautes-Alpes. Il avait fait le déplacement depuis Marseille avec sa « garde rapprochée », dont Xavier Belleville (directeur général, à gauche) et Patrick Jammes (directeur de cabinet, au fond à droite). Photo Le DLVIRGILE

patronat. Le syndicat avait pour ordre, aux niveaux régional et national, de m'empêcher de me représenter à la CCIR, car je gênais Marseille. Éric Gorde s'est inféodé à eux. En six mois, il a foutu en l'air 15 ans de combat contre le dogmatisme et pour l'équité des territoires.»

→ **N'êtes-vous pas amer de sortir de cette manière ?**

«Non. Je pars comme je suis arrivé, en homme libre. Je sors définitivement du monde économique, avec le sentiment du devoir accompli. Je suis fier de mon bilan.»

Propos recueillis par Boris MARCHAL

L'INFO EN +

MAURICE BRUN, L'HOMME POLITIQUE ?

Au revoir, les mandats consulaires. Et après ? « Mon épouse est contente que je rentre à la maison et je vais profiter de mes enfants et de mes petits-enfants », répond Maurice Brun, qui ne tarde pas à préciser : « Si je peux rendre à mon département et à Laragne ce qu'ils m'ont apporté, ce ne sera que du bonheur. » Le début d'une carrière politique à Laragne ? « Si je peux être une valeur ajoutée pour ma ville natale, pourquoi pas. Mais ce ne sera peut-être pas qu'à Laragne », confie-t-il avec un regard malicieux, celui qu'il a quand il a (déjà) une idée derrière la tête.

« Un million d'euros pour les Hautes-Alpes »

→ **Élu depuis 1985, président de la CCI 05 depuis 2001. Que reprenez-vous de ces années ?**

«J'ai fait le réaménagement de la CCI, qui est passée de 900 à 2 000 m². Deux étages ont été dédiés à la formation supérieure. Ces travaux s'appelleront à vie "Maurice Brun". C'est la cerise sur le gâteau, à côté des actions de proximité réalisées : des études pour redynamiser le commerce de centre-ville ; le sauvetage du Cret, centre de formation des métiers de la montagne ; la création des Trophées de l'entreprise, le

lancement des labels "maître-restaurateur" et "bistrot de pays"...

→ **Un Haut-Alpin, plus petit département de Paca, est devenu président de la CCI régionale en 2015...**

«J'étais l'homme de la situation d'alors : il fallait apaiser le réseau. J'ai relevé ce défi. Mais j'ai aussi œuvré à construire la chambre de demain en ayant deux axes : une CCIR stratège et l'équité des territoires. Pour ce premier volet, nous avons mis en place une collecte interconsulai-

re (CCI, Chambre d'agriculture et Chambre de métiers) de la taxe d'apprentissage, signé des conventions avec la Caisse des dépôts et consignations (CDC) pour financer des investissements d'avenir, initié la mutualisation des services consulaires lancé des gros événements comme Commerce Lab et Numérique Lab... Et j'ai ramené un million d'euros dans les Hautes-Alpes, plus 1,3 million à aller chercher auprès de la CDC, sachant que le budget de la CCI05 est de 2,2 millions d'euros.»